

Un cimetière de sable

Au Niger se croisent les migrants du Sud et les revenants du Nord

PAR GASTON CARRÉ

Entre Niger et Libye se déploie un «cimetière de sable», où échouent des migrants venus du Sud et d'autres revenus du Nord. Ceux-ci n'ont pas atteint la Méditerranée, s'étant retrouvés entre les mains de marchands d'esclaves. D'Agadez à Tripoli, la route vers l'Europe mène à l'enfer.

Dans la ville d'Agadez au Niger, des «maisons de transit» accueillent, pour un repos de quelques jours, les migrants partis plus bas au Sud pour rejoindre les rives de la Méditerranée. Or les autorités viennent d'en fermer plusieurs: le Niger est débordé, et sous pression d'une Europe qui voudrait voir tarir ce flux humain avant qu'il ne parvienne à ses portes. La France d'Emmanuel Macron, ainsi, s'est engagée à accueillir sur son sol quelques milliers de personnes en provenance du Niger et du Tchad, identifiées sur leurs terres d'origine à partir de listes établies par le Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR), mais cet accueil exige pour contrepartie que le Niger endigue à ses propres portes le flux des migrants, pour empêcher qu'ils ne parviennent jusqu'à la Méditerranée en plus grand nombre. En 2017 ils étaient 7 000 par mois environ, les

migrants en transit au Niger, un passage quasi obligé sur la route du Sud vers le Nord. Ils sont nettement moins nombreux depuis quelques mois, une baisse que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) explique par les mesures «énergiques» qu'ont prises les autorités nigériennes pour arrêter les passeurs et pour fermer ces «mai-

L'Europe veut assécher la vague migratoire en amont, avant qu'elle ne déferle sur ses rives.

sons de transit» qui en réalité sont des «ghettos» où les migrants sont exposés à tous les abus.

On peut voir, sur la route vers le Nord, quantité de véhicules abandonnés par des passeurs en «cession d'activité», qui auparavant convoyaient les migrants vers l'Algérie et, surtout, la Libye, où des miliciens leur préparaient un accueil bien plus redoutable encore que les conditions vécues à Agadez (voir ci-contre). Du Niger deux routes principales permettent un passage vers

la Libye: la première se déroule aux confins du Tchad, la seconde est proche de la frontière algérienne, où les migrants côtoient trafiquants de drogue et marchands d'armes. Pour nombre d'observateurs l'ensemble de la région a la réputation d'un «cimetière de sable».

L'Europe, en soutenant les autorités nigériennes, escompte que les refoulés feront savoir, au retour, que la route d'Agadez n'est plus désormais un boulevard vers le paradis. Ces autorités cependant se plaignent que les aides promises ne leur soient pas toutes parvenues. C'est que les millions d'euros annoncés par l'Union européenne suscitent de féroces convoitises, telles que maintes autorités locales n'ont pas vu arriver encore les fonds destinés à la «reconversion» des passeurs et à des projets de développement. Il faut savoir que la fonction de «passeur» n'a pas, au Niger, les connotations très négatives qu'elle a sous nos latitudes. Les passeurs, ou «transporteurs de migrants», sont une source de revenus pour les familles, les tribus et par-delà. Leur éradication a pour conséquence – ce sont les édiles locaux qui le disent – un important «manque à gagner». Pour la commune d'Agadez, ce manque serait de l'ordre de 120 millions de dollars.

Le Niger dès lors attend la contrepartie de ses efforts, salués dès l'été dernier par Emmanuel Macron devant six dirigeants africains et européens – Tchad, Libye, Allemagne, Espagne, Italie et Union européenne. Des efforts consentis dans l'intérêt de l'Europe mais, aussi, du Niger lui-même. Pour le président nigérien Mahamadou Issoufou, sa lutte contre la migration clandestine relève de deux considérations: «La première raison est morale parce que le dirigeant africain que je suis trouve insupportable que des



Entre Agadez au Niger et la ville de Tripoli, des migrants en route pour le Nord croisent des exilés mis en fuite par les milices libyennes et leurs exactions.

milliers d'Africains viennent mourir dans le désert et en Méditerranée. Mais le Niger est fortement engagé pour des raisons sécuritaires aussi, parce que les passeurs qui amènent les migrants en Libye reviennent au Niger avec des armes.»

La maîtrise «en amont» des flux migratoires est, on le voit, une af-

faire de monnaie sonnante et trébuchante, qui par les appétits qu'elle suscite ne manque pas de générer les effets pervers liés à une nécessaire «redistribution». L'Europe, pour ériger en Afrique même des diges face aux vagues migratoires, consent et devra consentir encore d'amples efforts financiers.

L'Italie, figure de proue de l'Europe en Afrique et première à essayer les vagues, va plus loin encore et engage désormais des moyens militaires. Les députés italiens viennent en effet d'entériner le déploiement d'une mission militaire au Niger afin d'aider les autorités locales à «renforcer le con-

trôle des territoires de transit». La ministre italienne de la Défense, Roberta Pinotti, explique que cette mission comprendra dans un premier temps 120 militaires environ et montera ensuite jusqu'à 470. «C'est une mission d'entraînement» a précisé le ministre. «Pas une mission de combat.»

Retour à l'âge des califes

En Libye, des actions d'«exfiltration» de migrants exposés à l'esclavage

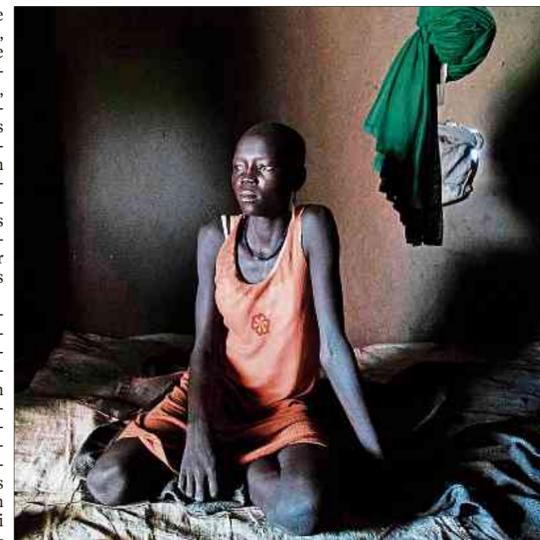
A l'aéroport Mitiga, à une dizaine de kilomètres de Tripoli, en Libye, la communauté internationale gère un espace très particulier. La communauté (OIM, Union africaine, Union européenne) y mène des actions d'«évacuation» de migrants africains. «Évacuation» est un euphémisme: il s'agit de l'exfiltration d'individus que l'on tente d'arracher aux griffes de milices mafieuses qui mettent à profit le chaos libyen pour faire fortune avec la misère migratoire. Il s'agit d'exfiltrer des hommes et des femmes exposés à l'esclavage.

Depuis début décembre de l'année dernière 13.000 migrants africains ont été évacués ainsi de Libye, par l'Union africaine principalement, qui s'engage à une action plus soutenue encore avec la coopération de ses partenaires européens et des Nations unies. Pourquoi ces actions qui peuvent rappeler les «ponts aériens» d'un temps révolu? C'est qu'on a découvert, en Libye, des pratiques qui elles aussi relèvent d'un temps révolu: l'esclavage, comme si la rive Sud de la Méditerranée régressait à l'âge des califes de Bagdad.

Dans les interstices du chaos

La Libye, où des autorités rivales ainsi que de nombreuses milices se disputent le pouvoir, a sombré dans le chaos après la chute du régime de Mouammar Kadhafi en octobre 2011. Dans les interstices de la guerre civile des bandes mafieuses ont établi leurs prisons sauvages, où sont capturés chaque jour des migrants subsahariens livrés ensuite aux plus offrants, après des sévices qui dans la plupart des cas relèvent de la torture (lire ci-contre l'histoire d'Isam). Ces migrants sont soumis à rançon de surcroît, dont le prix vient s'ajouter aux sommes données aux passeurs déjà, de sorte que les candidats à l'Europe sont à la fois ruinés et maltraités.

C'est mi-novembre de l'année dernière que l'existence d'un «marché aux esclaves», près de Tripoli,



A quelques encablures de l'Europe, le rêve d'un exil doré finit dans les geôles de miliciens libyens, dans la violence et l'esclavage. (PHOTOS: AFP)

avait été révélée par la chaîne de télévision américaine CNN. Une révélation qui provoqua une onde de choc, et mena des élus européens à parler de «crimes contre l'humanité». Des crimes qui selon certaines estimations génèrent 30 milliards d'euros par an et touchent 2,5 millions de personnes, dont la grande majorité sont des femmes et des enfants. Dans un rapport détaillé, l'ONG Amnesty International a incriminé le 12 décembre les gouvernements européens d'être «complices» de la détention des migrants dans des conditions «épouvantables» en Libye.

Amnesty accuse

Amnesty international a publié un rapport dénonçant les liens entre les gouvernements européens et les conditions de détentions des migrants en Libye. «Les gouver-

nements européens sont sciemment complices de la torture et des abus endurés par des dizaines de milliers de réfugiés et de migrants détenus par les autorités libyennes de l'immigration dans des conditions épouvantables», informait Amnesty international.

«Depuis fin 2016, les Etats membres de l'UE [...] ont mis en œuvre une série de mesures visant à fermer la route migratoire via la Libye et la Méditerranée centrale, sans se soucier des conséquences», résume l'ONG. En conséquence, «des dizaines de milliers de personnes sont détenues indéfiniment dans des centres de détention surpeuplés où elles subissent des sévices systématiques».

L'organisation Médecins sans Frontières pour sa part accuse notamment le Luxembourg (voir encadré). GC

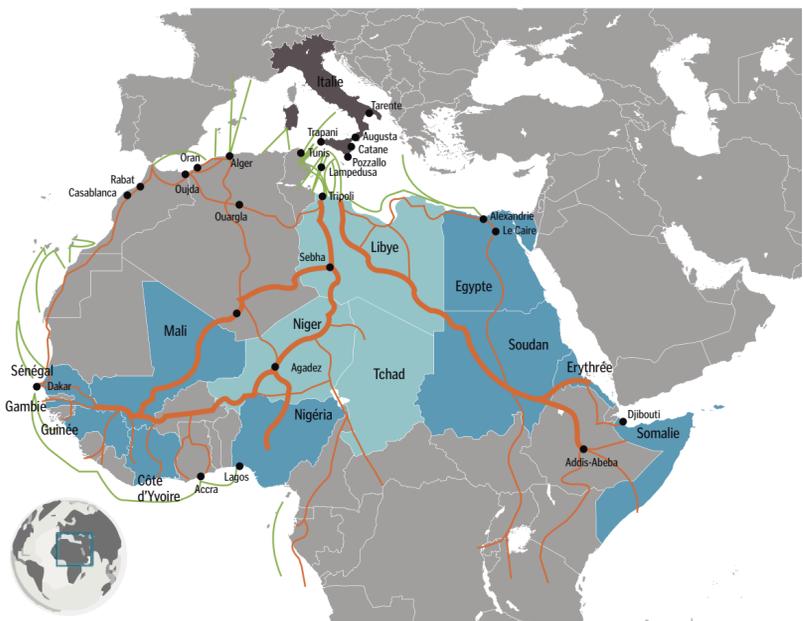
Torturé au Soudan, esclave en Libye: le parcours d'Isam

Du Nil bleu à la Méditerranée, récit d'un garçon-coiffeur soudanais qui vient d'obtenir l'asile en France

Bruniquel. Isam n'avait «jamais été traité comme un être humain, ni au Soudan, ni en Libye». Ce jeune garçon-coiffeur soudanais vient d'obtenir l'asile en France, après avoir subi la torture dans son pays et l'esclavage en Libye.

Au Soudan, le gouvernement disait «on va tous vous éliminer», raconte Isam, 30 ans, opposant au régime. A l'abri du centre d'hébergement du village de Bruniquel (Tarn-et-Garonne) où il a obtenu l'asile en novembre, un an après y avoir trouvé refuge, ce fils d'éleveurs se rappelle avoir toujours bu «au même endroit que les animaux, dans le même abreuvoir».

Avec ses parents et ses cinq frères et sœurs, Isam ne souffrait pas de faim mais dans son Etat du Nil Bleu, frontalier de l'Éthiopie, il n'y a ni route, ni eau, ni électricité au village, à une trentaine de kilomètres seulement d'un barrage électrique qui alimente Khartoum. «Moi, je voulais entrer dans la politique pour changer ce qu'on vivait», explique-t-il en arabe. A 24 ans, il rejoint un mouvement qui voulait «changer la situation», sans «faire la guerre». Mais la répression des autorités est féroce dans cet Etat du Nil Bleu, où



un conflit oppose le gouvernement aux rebelles du Mouvement populaire de libération du Soudan.

Deux fois, le jeune étudiant est arrêté, torturé «avec l'électricité, l'eau froide et les coups». Deux mois de détention, la première fois, trois mois la seconde. En juillet 2015, Isam s'évade sans revoir sa famille. Mais en Libye, «la situation est encore plus dure, c'est pour ta vie tout entière que tu as peur». A Tripoli, où il travaille dans la coiffure, Isam est «braqué avec des armes, matraqué et embarqué». Par deux fois, il est enlevé, séquestré, frappé et libéré contre rançon. Jusqu'au jour où un client au salon de coiffure lui propose de passer en Italie pour 1.200 dinars. «Je n'avais aucune destination», soupire le jeune homme, «de plus important était de se sentir en sécurité».

Mais à Subrata, sur la côte libyenne, le coiffeur est revendu comme esclave. Le passeur le frappe «à coups de crosse de revolver» et le revend dans une ferme pour travailler. «On te donne le nom d'esclave, «aabide» en arabe, tu n'entends plus jamais ton prénom», se souvient-il.

«Tu travailles en plein soleil dans les champs. On est tous allongés sur



D'une calamité à l'autre, le parcours des migrants. AFP

le ventre et ils te tapent sur le dos avec un gros bâton». «J'avais une force intérieure qui m'a permis de vivre et de survivre», souffle-t-il. Mais son sourire se fige en évoquant Amar, son copain d'infortune soudanais, frappé «jusqu'à ce qu'on ne l'entende plus». Avec 163 personnes, Isam traverse la Méditerranée en février 2016 sur un zodiac qui peut en contenir 80. «Avec nos vêtements, on essorait pour enlever l'eau» de l'embarcation, «une grosse vague nous a fait changer de direction, des personnes paniquaient», un Somalien est mort étouffé.

Isam aurait «préféré mourir dans l'eau que de revenir en Libye». «Le bon Dieu a voulu qu'on ne crève pas à ce moment-là», lâche le jeune Soudanais qui a «pleuré de joie» quand un bateau espagnol leur a porté secours et les a débarqués en Sicile.

Puis ce sont des kilomètres à pied jusqu'à Cannes, le train jusqu'à Paris, puis le cauchemar de Calais. Et le refuge dans ce «coin perdu» de Bruniquel, où il attend de décrocher un emploi.

Dans son pull à col roulé blanc, Isam sourit, heureux de vivre «avec un peuple qui donne de la valeur à l'être humain». AFP

L'Europe et le Luxembourg mis en accusation

Esclavagisme en Libye: la réaction de l'organisation Médecins sans Frontières

Le 18 septembre de l'année dernière, l'organisation Médecins sans Frontières se livrait à une virulente mise en cause de l'Europe face au drame de l'esclavagisme en Libye. «Des représentants européens se félicitent de la baisse du nombre de départs de migrants de la Libye vers l'Europe et qu'il y ait moins de morts en Méditerranée, mais ils feraient mieux d'analyser aussi le prix que ces migrants humains sont renvoyés par la force vive dans des conditions inhumaines, ces personnes sont exposées à des niveaux alarmants de violence et d'exploitation dans les centres de détention en Libye.»

MSF reproche à l'Union européenne de vouloir stopper le flux de réfugiés et de migrants en maintenant «coûte que coûte» ces populations vulnérables en Libye. Il s'agirait du dernier exemple d'une «série d'initiatives inacceptables et inhumaines mises en place pour protéger les frontières européen-

nes. La politique migratoire européenne se poursuit inexorablement quelles que soient ses conséquences dévastatrices sur les vies et la santé de milliers de réfugiés et de migrants bloqués aujourd'hui en Libye, où ils sont confrontés à d'horribles souffrances.»

MSF pointe la somme de 46 millions d'euros mise à disposition de la Libye pour la formation de garde-côtes ayant pour mission d'intercepter les embarcations de migrants qui tentent de traverser la Méditerranée. Ce que MSF nomme l'«externalisation des frontières» de l'Europe est «un acte de soustraitance: les pays européens qui ne veulent plus accueillir de réfugiés supplémentaires, mais qui sont contraints, en vertu des obligations et traités internationaux, de leur fournir l'asile et des soins, cherchent à contourner leurs responsabilités en payant la Libye pour le faire à leur place», déclare Paul Delaunoy, directeur de MSF Luxembourg.

Les garde-côtes libyens ont intercepté en mer plus de 10.000 réfugiés et migrants rien que durant la première moitié de l'année dernière. Ces interceptés ont été ramenés en Libye, où ils sont exposés à des violences et des exploitations «horribles»: enlèvements contre rançon, travail forcé, violences sexuelles et prostitution forcée, captivité ou détention arbitraire, violences physiques et psychologiques, torture.

Paul Delaunoy affirmait alors que «malgré les déclarations des gouvernements européens, dont le gouvernement luxembourgeois, selon lesquelles des améliorations doivent être apportées aux conditions inhumaines qui règnent dans ces centres et que l'accès doit être garanti pour les ONG et organisations internationales, aucune mesure n'a été prise à ce jour».

Cette mise en garde fut formulée en septembre. On verra prochainement si elle reste d'actualité. GC